

INFOGRAPHIE - Les premiers échanges ont porté mercredi sur les flux migratoires. Il s'agira ce jeudi du rétablissement des relations diplomatiques. Les discussions risquent d'être longues.

Les premières conversations officielles visant à la normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba ont commencé mercredi sur l'île caraïbe. Le débat portait sur l'immigration, un thème très sensible. Ce jeudi, les délégations se rencontreront pour débattre des modalités de rétablissement des relations diplomatiques, rompues depuis 1961. C'est Roberta Jacobson, secrétaire d'Etat adjoint des États-Unis qui conduit la délégation états-unienne. Il y a trois décennies qu'un fonctionnaire de si haut rang n'avait pas foulé le sol cubain.

La Havane dénonce la politique de Washington en matière d'immigration, estimant qu'elle favorise l'immigration clandestine et le trafic de personnes. Les principales dispositions légales contestées sont la «loi d'ajustement» qui offre des avantages aux migrants cubains qui s'installent aux États-Unis et la loi dite «pies secos pies mojados» (pieds secs, pieds mouillés). Cette dernière distingue les migrants selon qu'ils ont réussi à toucher terre ou non. Dans le second cas (pies mojados), ils sont normalement rapatriés à Cuba. De nombreuses organisations de défense des Droits de l'Homme dénoncent cette disposition qui met des migrants illégaux à la merci de sanctions de la part des autorités cubaines. Si les migrants réussissent à toucher terre («pieds secs»), ils ont le droit de rester sur le territoire états-unien. «Ces lois sont contraires aux accords migratoires» signés en 2014 a déclaré la chef de la délégation cubaine, Josefina Vidal. Elle a également dénoncé le fait que, parfois, même les migrants recueillis en haute mer ne sont pas renvoyés à Cuba.

Edward Alex Ley, membre de la délégation états-unienne, a rappelé lors d'une brève conférence de presse que, pour Washington, il n'est pas question de lever ces dispositions, mais a expliqué que Washington «avait hâte de continuer à progresser sur ces sujets». Mardi soir, le président Barack Obama avait déclaré vouloir «tendre une main amicale au peuple cubain».

Les modalités du [rétablissement des relations diplomatiques après 53 ans](#) de rupture seront discutées ce jeudi 22 janvier. Pour l'instant, chaque pays dispose d'une «section d'intérêts» chez son voisin, située sur le Malecon à La Havane et dans la 16e rue à Washington. Les conditions d'exercice des diplomates sont très encadrées. Les voyages des diplomates états-uniens à l'intérieur de Cuba sont soumis à des strictes restrictions. Le nombre de personnels diplomatiques accrédités est limité.

[John Kerry](#)

Cuba et les États-Unis ont entamé leur rapprochement à La Havane - Casablanca

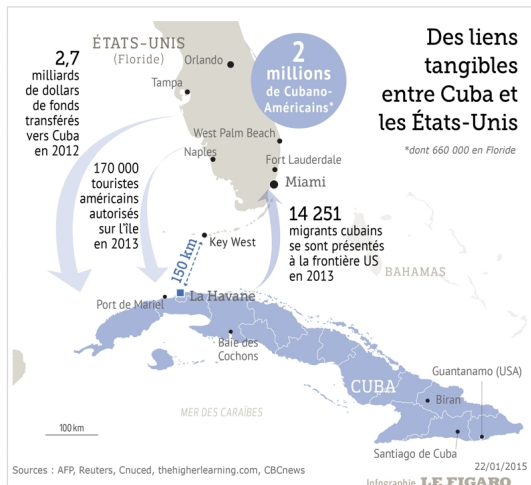
Écrit par Administrator

Jeudi, 22 Janvier 2015 13:16 -

, secrétaire d'Etat états-unien, a appelé à la «levée des entraves sur la livraison de matériels vers notre mission diplomatique afin que nous puissions la faire fonctionner correctement». Il a également demandé que soit rétabli le libre accès à la section d'intérêts de Washington à La Havane.

La section d'intérêts de Cuba à Washington est soumise aux mêmes restrictions. Mais si s'ajoutent les difficultés d'accès au système bancaire des États-Unis du fait de l'embargo et des lois Helms-Burton. Le ministre cubain des Relations extérieures, Bruno Rodriguez Parrilla, rappelait mardi que «la section consulaire aura bientôt passé un an sans avoir accès à des services bancaires, ce qui a occasionné de graves perturbations pour ce service». La section a cessé d'émettre des passeports pour les Cubains résidants aux États-Unis plusieurs mois en 2014 car aucune banque ne voulait ou pouvait prendre en charge ses comptes.

Le chemin est encore long pour une réouverture réciproque d'ambassade à La Havane et Washington et un aplanissement des difficultés pour une normalisation des flux migratoires entre les deux pays. Raisonnablement optimiste, John Kerry, le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, a annoncé que, «quand le moment sera venu» il est prêt à «se rendre à Cuba pour y ouvrir officiellement une ambassade».



[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)